

Tissus et Nouveautés

TISSUES & DRY GOODS

Revue Mensuelle

Publiée par La Compagnie de Publications des Marchands Détaillants du Canada, Limitée, 80 rue St Denis, Montréal. Téléphone : Est 1185, Boîte de Poste 917. Abonnement : dans tout le Canada et aux Etats-Unis \$1 00, strictement payable d'avance; France et Union Postale, 7.50 francs. L'abonnement est considéré comme renouvelé à moins d'avis contraire donné au moins 15 jours avant l'expiration, et ne cessera que sur un avis par écrit, adressé au bureau même du journal. Il n'est pas donné suite à un ordre de discontinuer tant que les arriérés et l'année en cours ne sont pas payés.

Adresser toutes communications simplement comme suit : **TISSUS ET NOUVEAUTÉS, MONTRÉAL, Can.**
Représentant spécial pour la province d'Ontario : J. S. Robertson Co., Edifice Crown Life, Toronto.

Vol. XV

MONTRÉAL, MAI 1913

No 5

LA CHERTÉ DE LA VIE

Quelques unes des causes déterminantes

Tout le monde parle de cherté de la vie. Et le sujet est devenu universel parce que le mal est commun à tous. Le riche l'admet comme le pauvre. D'après un récent rapport du ministère du Travail, à Ottawa, la hausse des prix s'est encore accentuée en 1912, quoique, en 1911, le coût des choses nécessaires à la vie eussent atteint un niveau excessivement élevé. Si l'on tient compte des 287 articles inclus dans le rapport du ministère du Travail, la hausse de 1912 sur 1911 représente du 6.5 pour cent. Les informations compilées annuellement depuis 1890 jusqu'à présent démontrent qu'en aucune année, sans excepter 1907 qui vit pourtant des choses extraordinaires, les prix ne furent aussi élevés qu'en 1912. De sorte que l'expression "cherté de la vie" n'est pas une simple lubie.

Quel parti doit-on prendre? Voilà la question. Nous cherchons partout les raisons de son existence pour en arriver à blâmer des agents hors de notre contrôle. Toutefois, dans l'essence, il nous semble que les causes en sont toutes locales. Il en est auxqueltes nous ne consentirions à obvier, même si nous le pouvions; mais les autres, si nous ne pouvons pas les détruire, nous pouvons et nous devons les combattre.

L'une des principales raisons de l'excessive augmentation des prix, est l'augmentation constante de l'immigration, et cette chose nous ne l'accusons pas parce que nous ne saurions nous en passer. L'immigration de l'an dernier, fruit de tous les pays du monde, s'est élevée à 300,000. Cette année, elle atteindra probablement le demi-million. Une telle affluence de population, dont plus de la moitié s'en vient vivre chez nous dans des conditions tout à fait nouvelles, signifie que pour n'avoir pas d'influence sur le coût des choses nécessaires, chaque personne devrait pouvoir produire ce qu'elle consomme. Il est évident et logique qu'elle ne le fait pas. Par conséquent, le nombre des consommateurs augmente par sauts et par bonds en face d'une augmentation de producteurs beaucoup plus lente. Comme résultat, augmentation de la demande et, par conséquent, la hausse inévitable des prix. Voilà donc une cause et un effet absolument incontrôlables pour le commun des mortels.

Comme corollaire, nous avons le fait de l'augmentation

de la consommation qui entraîne une augmentation correspondante des importations.

Nous produisons bien dans le Dominion tout ce qui est nécessaire à la vie; mais pas en quantités suffisantes pour répondre à tous les besoins. Le chiffre total de notre commerce avec l'étranger, pour les onze mois terminés en février 1913, était de \$923,277,061. Si on y ajoute les transactions du mois de mars, on dépassera le billion. Dans le total plus haut cité, nos importations figurent pour la somme de \$602,397,203, tandis que nos exportations n'atteignent que \$320,879,848.

Il n'est pas besoin d'être économiste politique pour déduire de cela que nous devrions plutôt manifester qu'importer, attendu que les industries domestiques contribueraient à l'abaissement des prix. Le Dominion pourrait et devrait produire pour des millions de dollars en divers articles nécessaires à la vie; et nous les produirons le jour où on en aura donné les moyens aux ouvriers canadiens.

Ainsi, chaque sou dépensé sur un nouveau rail de chemin de fer, sur de nouvelles améliorations au sort de la population de nos villes, sera de l'argent sagement dépensé, en autant que la conséquence ultime tendra à l'abaissement du tarif. Ceci est intimement lié à la question d'achats des valeurs canadiennes par les placiers étrangers. Il est indiscutable que, dans une certaine mesure, nous sommes à la merci de celui qui achète les valeurs canadiennes. Ceci ne devrait pas exister. Si un Canadien pouvait réaliser en économie le montant placé par un étranger sur les obligations d'une ville, par exemple, et qu'il le plaçât lui-même, c'est un Canadien et non l'étranger qui pourrait déterminer le progrès de cette ville. Et l'accomplissement de toute entreprise par une ville correspond à une diminution du coût de la vie.

Un autre facteur important, c'est le mauvais état de nos routes. Tout le monde reconnaît et admet que nos routes à la campagne sont dans un état aussi disgracieux qu'excusable. A quoi cela tient-il? A ce que le fermier qui apporte ses produits à la ville et qui doit parcourir dix ou douze milles de bon labourée et soumettre ses chevaux et voi-